

**10<sup>e</sup> CONGRÈS DES JEUNES SOCIALISTES**

# **CAHIER DES RÉSOLUTIONS adoptées**

## **Faire face aux dérèglements climatiques : le combat de notre génération**

20 ans après le Sommet de la Terre de Rio, la Conférence de l'ONU pour le Développement Durable se propose de tracer de nouvelles perspectives. Alors qu'en 2012 la majorité des pays du monde changeront de gouvernement, le Sommet Rio+20 de juin apparaît comme une étape démocratique majeure pour l'écologie.

Entre autres enjeux la justice climatique s'impose à nous non seulement avec force mais avec urgence. En 20 ans la température mondiale s'est élevée de 0,4 degrés en moyenne. La fonte des glaciers s'est accélérée, et dans les océans le niveau de l'eau, son acidité, sa température, montent. Si un consensus se dégage pour en attribuer la responsabilité à l'activité humaine, tous paieront le prix des décisions de quelques-uns.

Car entre Etats du Nord et Etats du Sud, entre grandes et petites entreprises, entre experts et citoyens, une différence majeure existe aujourd'hui : le pouvoir. Un pouvoir sans partage – ou trop peu – qui menace désormais l'avenir de l'humanité. Pire, pour chaque euro dépensé les plus aisés génèrent une pollution exponentielle au regard de celle dégagée par les plus démunis.

Si notre objectif est de réduire les émissions de gaz à effet de serre, la clef réside dans la démocratie. Démocratie entre les Etats, démocratie au sein des Etats. Bâtir une véritable stratégie politique de transformation écologique – en France, en Europe, dans le monde – est indispensable.

### 20 ans d'inaction : un bien triste bilan

Ces 20 dernières années furent celles de tous les records. Hausse mondiale de la demande en eau, en nourriture, en énergie, hausse de la consommation de viande, hausse de la consommation de plastique. Dans le même temps, l'évolution de certains écosystèmes a raréfié les métaux découverts, et leur extraction se fait plus difficile. Tout se résume au fond à une hausse de la consommation des énergies fossiles.

Pourtant de moins en moins de ressources sont nécessaires pour produire une quantité d'énergie donnée, et de moins en moins de CO<sub>2</sub> s'en dégage. Le problème résulte donc d'une production capitaliste fondée sur l'exploitation des Hommes comme des ressources naturelles. Celui d'une société de consommation qui presse le citoyen par l'invasion de la publicité, le crédit, et l'obsolescence programmée des produits.

Du sommet de Rio à Rio+20, entre catastrophes climatiques et négociations manquées

De Rio à Rio+20, notre génération aura surtout été spectatrice des choix de la précédente. C'est pourtant bien nous et nos descendants qui auront à en subir les conséquences.

Rio 1992, Kyoto 1995, Conpenhague 2009, Nagoya 2010. Les rencontres internationales se succèdent sans toujours se ressembler. Leurs thèmes sont divers, leurs succès inégaux. L'espoir soulevé au début des années 90 est aujourd'hui déçu. Crise financière et plans d'austérité relèguent plus que jamais l'écologie au second plan. Le marché des droits à émettre qui transforme la pollution en marchandise, quant à lui, ne résout rien.

Pourtant les catastrophes n'ont pas manqué pour bousculer le monde politique. Le pétrole souvent, l'industrie chimique parfois, le nucléaire encore récemment. Plus que les institutionnels, c'est un mouvement social écologiste fort et diversifié qui s'est véritablement constitué. Ce bilan est celui d'une autre génération. Désormais, c'est le nôtre qui commence.

### Une stratégie de transformation globale vers la social-écologie

Notre alimentation, notre santé, notre activité quotidienne sont aujourd'hui conditionnées par les décisions prises par d'autres. Pour reprendre le pouvoir sur nous-mêmes, il nous faut pouvoir faire nos propres choix en matière économique.

Changer de civilisation n'est pas seulement la solution la plus audacieuse à la crise écologique : c'est aussi la plus sérieuse. La radicalité des changements qu'elle implique appelle à la participation de tous. Dans chaque lieu de pouvoir, à chaque étape, nous devons prendre la parole.

Le thème est apparu dans le débat public, nous sommes attendus. A nous donc de consolider la puissance publique seule à même de faire prévaloir l'intérêt général écologique à tous les niveaux.

## **La France après 2012, une victoire nécessaire**

La nécessité d'une victoire de la gauche aux présidentielles de 2012 n'est plus à démontrer. Il n'importe pas seulement de les réduire de 40% d'ici 2020, mais de montrer comment nous y parvenons.

Seules des solutions concrètes et exportables donneront de la chair à notre ambitieux discours de transformation sur la scène internationale. Nous ne pourrions nous fonder sur les chiffres fantaisistes du gouvernement quant à nos émissions de gaz à effet de serre, lesquels oublient de compter le poids écologique des importations.

### Marquons le coup d'arrêt de la société du tout consommation

Mieux encadrer la publicité, interdire les crédits abusifs, favoriser l'allongement de la durée de vie des produits : lutter pied à pied contre le système qui organise la surconsommation permet de faire évoluer durablement nos modes de consommation.

L'industrie agro-alimentaire porte une responsabilité indéniable. Généraliser l'agriculture raisonnée et promouvoir l'agriculture biologique est possible. Aujourd'hui, ce sont les

pouvoirs publics et les lobbies agroalimentaires qui freinent la transformation de notre modèle agricole. La fiscalité, la commande publique, la répartition du foncier, l'encouragement des AMAPs constituent des leviers efficaces.

Qui dit consommation dit déchets. Contre l'économie du jetable, nous devons réduire à la source la production d'ordures, généraliser le recyclage, et réduire les incinérations. Pénalisation fiscale et réglementation des emballages, étiquetage et labellisation de chaque produit quant au moyen de le recycler, retour de la consigne nationale du verre : les moyens existent. Surtout, l'économie de la fonctionnalité – dans laquelle le producteur reste responsable du produit qui n'est que loué – doit être encouragée.

Un plan national de conversion écologique : volonté politique et démocratie nécessaire

Sobriété, efficacité, production : la conversion énergétique est au cœur de la transformation écologique. Le transport routier des marchandises, les déplacements aériens courts, la surconsommation d'eau doivent être fiscalisés. Les choix énergétiques passés, dictés par les lobbies pétroliers et nucléaires, ont freiné dans le débat politique la question de la conversion énergétique. Pour autant la sobriété n'a de sens que si les citoyens ont les moyens matériels d'adopter des comportements vertueux : l'échec de la taxe carbone l'a récemment démontré.

C'est pourquoi nous devons transformer notre économie de façon à obtenir les mêmes résultats en consommant moins. Des investissements massifs - mais rentables - sont à réaliser dans la réhabilitation énergétique des logements, la reconversion industrielle des entreprises, les transports en commun et le fret. La production d'énergie, enfin, est au cœur du débat. La sortie du nucléaire, les 25% d'énergies renouvelables, des investissements publics dans la recherche et le développement d'autres sources d'énergie, l'entrée de l'Etat dans les Conseils d'administration des grands groupes sont encore devant nous.

## **Le social-écologisme, un internationalisme**

Réduire de 50% les émissions de gaz à effet de serre entre 1990 et 2050 : voilà, in fine, le seul objectif valable. La réduction intermédiaire de 2020 joue pourtant un rôle : passé les 2 degrés de réchauffement, ce seront les océans et les étendues polaires qui relâcheront le CO<sub>2</sub> qu'elles emprisonnent, 6 degrés d'augmentation seront alors à prévoir.

Mais si cette responsabilité est collective, le fardeau ne doit pas être le même pour tous. Les différences entre pays (2,3 tonne équivalent gaz carbonique pour un Chinois, 6,6 pour un Français, 20 pour un Américain) justifient l'adoption du facteur 4 de diminution dans les pays développés, soit 3 à 5 fois moins d'émissions entre 1990 et 2050.

L'injustice climatique est une véritable dette. L'arrogante puissance économique des pays occidentaux et de l'Europe, comme leur avance technologique sur le reste du monde, s'est en effet bâtie sur plusieurs siècles de pollution industrielle. 77% du CO<sub>2</sub> produit par

l'Humanité l'a été par l'Occident, et ce depuis le XVIII<sup>ème</sup> siècle.

C'est pourtant dans les Etats moins développés que la montée des eaux se fait la plus menaçante pour les habitations humaines. C'est également au niveau de l'équateur que la température des océans grimpe le plus : quand la planète perd 12% de sa biodiversité, les pays tropicaux en perdent 30%. Aide financière au développement et à la transition écologique, transfert de technologie : les pays occidentaux doivent prendre leurs responsabilités.

#### L'Union européenne au cœur de notre grande transformation écologiste

L'Europe est un échelon démocratique pertinent. Seul un espace en mesure d'atteindre l'indépendance économique pourra faire le choix radical d'un changement écologique. Ce qu'une France de gauche doit amorcer, une Europe régénérée doit le perfectionner et l'étendre.

Aussi l'Union Européenne doit-elle réorienter les aides au développement économique vers la reconversion industrielle et la relocalisation des industries – y compris les prêts de la Banque européenne d'investissement. Réorienter la PAC, Politique Agricole Commune, vers des aspects environnementaux et sociaux en prémunissant les marchés agricoles de la spéculation. Employer, enfin, la puissance juridique européenne à l'incitation de législations nationales plus écologiques.

Seul le tarif extérieur commun, en protégeant le marché européen, rendra toute sa place au politique dans les choix économiques – donc écologiques – devenus nécessaires. La tarification des produits selon leur impact environnemental et la constitution de réseaux européens en matière d'énergie nous paraissent indispensables.

#### Vers une prise en compte internationale de la démocratie écologique

Le passé récent démontre que les initiatives internationales peuvent produire des effets spectaculaires. Depuis le protocole de Montréal, les substances chimiques appauvrissant la couche d'ozone ont chuté de 93%.

Démocratie et transparence : la première carence que doit traiter le sommet de Rio+20 sera celle de l'information. L'investissement dans la recherche, comme l'obtention d'informations techniques et scientifiques précises quant à l'état de notre environnement, est vital pour prendre les décisions en connaissance de cause. Pour les mêmes raisons, la transparence doit être imposée aux grandes entreprises. L'intégration des ONGs dans les conférences internationales doit être institutionnalisée.

0,7% du budget des Etats parties, au moins, doivent être alloués à l'aide au développement. La souveraineté alimentaire doit faire son entrée dans la charte de l'ONU. Parce que les peuples indigènes sont trop souvent exclus des décisions dont ils sont les premiers à payer le prix, un principe de subsidiarité doit leur permettre de s'opposer aux décisions de leurs propres Etats pour motif environnemental.

Enfin Rio+20 doit se donner les moyens de ses ambitions. Une Organisation mondiale de l'environnement doit prendre la suite du Programme des Nations unies pour l'environnement et élargir ses missions. Les objectifs de réduction de gaz à effet de serre pour 2050 doivent être maintenus, et de nouveaux objectifs tenant compte du retard pris doivent être fixés pour 2030. L'OME doit être capable d'édicter des normes obligatoires, détenir un budget permettant d'accompagner les pays moins développés, faire respecter un calendrier global et organiser des négociations plus fréquentes.

Rio+20 est une chance. A nous de saisir l'occasion et de porter la transformation écologique dès le 7 mai 2012.

## Résolution sur l'éducation

Depuis 10 ans, les gouvernements de droite sapent l'avenir de l'Education Nationale et ses missions. Ne nous voilons pas la face, le système éducatif français est en panne. Le constat est d'autant plus flagrant que ses premières victimes sont les jeunes les plus défavorisés. Le phénomène de reproduction sociale est aujourd'hui plus que jamais à l'œuvre en favorisant quasi-systématiquement la réussite de ceux qui y entrent en position favorable.

Notre système éducatif n'est plus au service de nos idéaux

C'est pourtant l'école qui doit être le véritable vecteur d'émancipation sociale. Le système éducatif a pour but de donner à chacun une juste éducation, quel que soit son milieu d'origine. Le constat est alarmant car dès l'école maternelle les difficultés s'accumulent. Les écoles maternelles et primaires sont de moins en moins en capacité d'accueillir tous les élèves faute de classes et d'enseignants disponibles. Quant au collège que nous connaissons, il laisse chaque année de plus en plus d'élèves sur le bord de la route sans être capable de les conduire vers une formation diplômante et qualifiante. Face à cette crise du système scolaire, nous devons proposer une alternative forte s'appuyant sur l'idéal d'une école publique, laïque, républicaine et égalitaire. Cet idéal n'est pas négociable !

Aujourd'hui le consensus se fait sur le double objectif d'émancipation de l'individu par l'école mais aussi d'intégration dans la sphère sociale et l'emploi grâce à la formation initiale; puis, depuis quelques années, grâce à la formation tout au long de la vie. L'heure est à la construction de parcours de vie pour chaque individu. Le système éducatif donne des signes de faiblesse quant aux garanties offertes à la jeunesse de s'insérer dans la société, c'est-à-dire, d'être libre de ses choix, mais aussi capable de s'adapter aux aléas du monde du travail. Notre sujet d'inquiétude doit donc être de renouer avec la confiance dans l'apport de l'éducation secondaire et supérieure dans le parcours de vie. L'échec de la démocratisation de l'enseignement

Si la droite a pu si facilement démanteler notre système éducatif, c'est que la démocratisation portée par la gauche a en réalité été un échec. Il faut en avoir conscience. La reproduction sociale est toujours aussi forte. Pourtant jamais autant de jeunes français n'ont accédé au premier diplôme universitaire, le baccalauréat. Cependant, dans le même temps, les portes de nos grandes écoles sont fermées à double tour aux enfants des classes sociales les moins favorisées. La raison a été mainte fois expliquée : l'école telle qu'elle fonctionne aujourd'hui ne remplit pas et n'a pas les moyens de remplir sa mission d'éducation. Le système éducatif est devenu un système de sélection. Le système scolaire favorise la réussite, dans des proportions inacceptables, des enfants déjà favorisés. L'école du mérite est un leurre, car les heureux élus ont la plupart du temps le seul mérite d'être bien nés et, par voie de conséquence, d'être les mieux adaptés au système. Il faut redonner à chaque enfant la chance de prouver qu'il peut lui aussi être méritant.

Comme le système éducatif français, du plus jeune âge et tout au long de la vie, doit être la priorité, le budget de l'Etat devra être construit en fonction de cette priorité. Le budget

de l'Etat devra être construit une fois les budgets de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche fixés.

#### L'élève au centre du système éducatif

La révolution pédagogique est au cœur de notre système éducatif. Le redoublement (concernant près de 20% des élèves), qui constitue une double peine éducative (précisons également qu'un enfant d'ouvrier à 8 fois plus de chance de redoubler qu'un enfant de cadre ou d'enseignant), doit être remis en cause : sa suppression pourrait permettre le redéploiement de 2 milliards du budget de l'Education, vers des mesures éducatives d'accompagnement et de suivi. De même pour les rythmes chronobiologiques à travers la révision des rythmes scolaires. Le cycle d'apprentissage doit être adapté au rythme d'apprentissage de l'enfant avec le souci de toujours accorder plus d'attention à ceux qui en ont le plus besoin.

#### Nous devons réorganiser notre système scolaire

De la maternelle à l'enseignement supérieur il faut lutter contre la reproduction des inégalités

L'école doit permettre de donner les mêmes chances à tous en prenant en compte les différences résultantes des milieux sociaux d'origine. Pour cela, il y a l'outil Education Nationale et le cadre du socle commun de connaissance, mais il y a aussi l'impératif de mixité sociale à l'école. A ce titre, nous devrions dresser un premier bilan de la fin de la sectorisation telle qu'elle avait été conçue. Ensuite, nous proposons, afin de réduire les inégalités à la racine, la création d'un service public de la petite enfance. Parce que c'est à l'âge de l'apprentissage de la langue, des premiers temps de la socialisation de l'enfant que l'on peut le plus pour lutter contre les mécanismes de reproduction sociale.

Il faut défendre l'idée que le système scolaire doit accueillir les enfants dès le plus jeune âge : nous sommes favorables à la scolarisation dès 2 ans. Les premières années de la vie d'un enfant définissent l'axe de développement de ses années futures. La scolarisation actuelle en maternelle et en primaire doit donc être regroupée en un cycle primaire. Ce cycle primaire aura pour mission d'apprendre aux enfants à savoir communiquer en français et en anglais, à compter, à savoir vivre ensemble et à savoir créer.

A la sortie du cycle primaire, après 9 ans d'éducation, les enfants entreront dans le cycle secondaire jusqu'à l'âge de 16 ans. Pendant ce cycle secondaire (organisé selon la même logique: pas de redoublement, équipe pédagogique, et temps d'apprentissage adaptés aux élèves), les élèves devront acquérir des connaissances classiquement enseignées au collège mais aussi des connaissances techniques afin de revaloriser ces filières, notamment à l'heure du premier choix d'orientation. Dans l'évaluation de chaque élève, l'acquisition de ce type de savoirs sera prise en compte, tout comme les activités sportives, culturelles et créatives. Les notes seront remplacées par une évaluation des connaissances et compétences acquises. C'est seulement à 16 ans, une fois le cycle secondaire terminé, que doit intervenir la première orientation scolaire à travers un

service public de l'orientation qui accompagne l'élève tout au long de son parcours, les points de bifurcation étant, comme le démontre de nombreuses analyses de notre système éducatif, fortement discriminatoires. Cette orientation scolaire permettra aux élèves d'entrer soit dans un cycle de deux ans préparatoire au baccalauréat général, soit dans un cycle de deux ans préparatoire au baccalauréat professionnel. 100% d'une classe d'âge devra accéder au premier diplôme, le baccalauréat, l'école étant obligatoire jusqu'à l'âge de 18 ans. Alors que l'espérance de vie a augmenté considérablement, il est nécessaire de redéfinir les cycles de vie. Les individus seront sans doute amenés à travailler plus tard dans leur vie mais, en contrepartie, ils entreront plus tard et mieux formés sur le marché du travail.

Afin d'offrir aux étudiants la meilleure formation possible, les universités françaises doivent devenir des universités d'excellence au niveau mondial, tant au niveau de la formation que de la recherche. Une des premières mesures pour les socialistes doit être de réintégrer les grandes écoles françaises dans les pôles universitaires en mutualisant leurs moyens. Ecoles de commerce et d'administration dans les universités de Sciences humaines, écoles d'avocat et de la magistrature dans les universités de droit, écoles d'ingénieur dans les universités de Science et Technologies. Cette mesure permettra aux universités de tisser les partenariats qui leur font aujourd'hui défaut avec le monde du travail et de retrouver, comme par miracle, un classement d'excellence au niveau des critères de Shanghai qui sont, bien qu'ils soient contestables, la norme mondiale. Dans le cursus universitaire, une journée par semaine sera dédiée à une unité d'enseignement libre, tout comme une année de formation à l'étranger sera un droit.

Voilà pour nous ce qui doit être la base de travail de la refonte de notre système éducatif au service de la réussite pour tous et fixant une priorité à la France : la jeunesse !

## Refaire République dans nos quartiers

Révolution urbaine et sociale au début des années 1970, les quartiers populaires sont aujourd'hui l'incarnation de la relégation sociale et du déclassement.

Alors que la droite et l'extrême droite jouent du désespoir de la situation et se focalisent sur les problématiques de sécurité, la gauche n'a, nationalement, pas su relever les défis nécessaires à la promesse républicaine dans ces quartiers. Déshérités et abandonnés par les politiques leurs habitants se tournent de plus en plus vers l'abstention.

Difficultés à créer du vivre-ensemble, aspiration gâchées à l'hyper-consommation, lenteur des réseaux de transports associée à l'éloignement des lieux de travail, enclavement et stigmatisation spatiale sont aujourd'hui le quotidien de quartiers touchés par le chômage, la précarité et le déclassement.

Depuis le milieu des années 70, le compromis social d'après guerre a fait place à une insécurité sociale croissante et à la déstabilisation des modes de vie des classes populaires. Elles ne sont plus représentées politiquement dans nos institutions et l'idée même de la ville populaire n'a plus aujourd'hui qu'une portée marginale.

Les jeunes ne sont pas épargnés, souvent stigmatisés, il leur est quasiment impossible d'accéder à un emploi stable, de conquérir leur autonomie vis-à-vis de leurs parents et de fonder une famille. Le manque de mixité sociale à l'école, le manque de moyens financiers, humains et pédagogiques, associés à l'obsession du déclassement, le décalage croissant entre diplôme et intégration professionnelle, conduit à l'éloignement de la République et à l'apparition et le développement d'une économie « souterraine » dans certains quartiers populaires. L'appartenance à une « bande » et la culture de la « petite débrouille », deviennent parfois la seule alternative crédible au rejet subi à l'école et dans le monde du travail.

La gauche est donc aujourd'hui plus que jamais face à ses responsabilités. Elle devra rétablir l'égalité républicaine sur l'ensemble du territoire tant par des mécanismes sociaux qu'en mettant en place une nouvelle politique urbaine dans nos quartiers populaires.

### Réinstaurer le droit commun dans les quartiers populaires

Les quartiers populaires qu'ils soient situés en banlieue, dans les centres urbains, en milieu rural ou en périphérie sont des zones de relégation sociale où se concentre l'essentiel des inégalités sociales rencontrées par tous les habitants de ce pays. Pour le changement en 2012, nous faisons des quartiers populaires une priorité.

Nous menons un combat pour l'égalité, partout et tout le temps, à l'éducation, à l'emploi, au logement, à la justice, à la santé. Nous voulons l'égalité des conditions et celle des droits. Nous refusons les dispositifs d'exception qui nient l'égalité, contribuent à la stigmatisation des quartiers populaires et ne résolvent en rien les problèmes. Nous voulons les mêmes droits et les mêmes possibilités.

### Un égal accès aux services publics sur tous les territoires

La première des inégalités sociales est celle de l'accès à l'éducation qui n'est plus garantie sur tout le territoire français. Les milieux ruraux et les quartiers populaires sont les plus durement touchés par la politique restrictive de suppressions de postes d'enseignants et de fermetures de classes, renforçant les inégalités territoriales. Là où davantage de moyens sont nécessaires. Nous portons un projet de démocratisation avec une carte scolaire rénovée, garante d'une réelle mixité entre les élèves et d'une présence des écoles sur tout le territoire. Les options au collège et au lycée seront mieux réparties sur le territoire pour empêcher la formation de ghettos éducatifs.

Parce que ce sont dans les quartiers populaires que vivent le plus de jeunes sans qualification, nous voulons mener au diplôme le maximum de jeunes car c'est de loin la meilleure protection contre le chômage.

Enfin, l'éducation ne se résume pas à l'école, c'est pourquoi nous voulons permettre à tous l'accès à la culture dont les lieux sont trop souvent absents des quartiers populaires. Ainsi nous voulons favoriser l'implantation de structures culturelles à l'occasion de chaque aménagement ou renouvellement territorial.

L'emploi est un grand enjeu des quartiers populaires. Les jeunes sont les premières victimes du chômage et dans certains quartiers populaires, le chômage des jeunes actifs de 15 à 25 ans atteint plus de 50%. Mieux orienter les jeunes, quelque soit les territoires, c'est réformer en profondeur le service public de l'orientation, renforcer les bureaux d'information jeunesse. Pour favoriser l'accès à l'emploi, nous voulons être «égaux devant l'adresse», en généralisant le CV anonyme et en faisant reconnaître par la loi la discrimination d'origine territoriale. Nous proposons de construire et de financer des «pépinières d'initiatives jeunes» véritables lieux de rencontre, organisées de façon auto-gérée et qui permettent d'accompagner tous les projets individuels et collectifs qu'ils souhaitent porter.

Les plus fortes inégalités de santé, tant en termes d'accès physique aux soins que d'accessibilité financière touchent les habitants des quartiers populaires. Le phénomène de désertification médicale dans ces quartiers est alarmant. Pour faire de la santé un droit accessible à tous nous voulons créer sur tout le territoire, des coopératives de santé, où les médecins et professionnels de santé seraient salariés, afin d'assurer l'accès à des soins préventifs et curatifs sans contrainte de coût ni d'éloignement. Mieux répartir nationalement l'implantation des médecins libéraux, c'est possible, et cela passe par la création d'un nouveau statut, optionnel, de médecin de la fonction publique.

Les habitants des quartiers populaires sont victimes d'une véritable violence institutionnelle qui se traduit par la désertion des services publics de proximité mais aussi l'absence de prise en compte de leur avis dans les projets de rénovation urbaine. Nous remettons la démocratie dans tous les lieux de pouvoirs, en instaurant par la loi le droit pour les citoyens de siéger les comités d'entreprises des services publics qui maillent notre territoire : transports, réseaux énergétiques, etc.

Faire l'égalité partout est l'un des principes fondamentaux de notre République : aucun territoire ne doit être abandonné. Les services publics, les services administratifs doivent être effectifs dans les quartiers populaires et dans les territoires ruraux, leurs horaires d'ouverture pensés en fonction des besoins des usagers. Revoir la réforme de la carte judiciaire sera pour nous essentiel pour faire République dans tous nos territoires. Nous

voulons réduire les inégalités territoriales en recréant un maillage de Services Publics sur tout le territoire. Enfin, les habitants doivent être associés à la réalisation des projets de rénovation urbaine.

### Un droit au logement, à la mobilité et à la sécurité pour tous les jeunes

La problématique des quartiers populaires est également intimement liée à celle de la ville, à savoir où l'on vit, comment on y vit et avec quelles infrastructures. C'est donc très largement une question d'urbanisme et de politique de la ville.

Bien vivre dans son quartier c'est d'abord bénéficier d'un logement décent et adapté à ses besoins.

C'est pourquoi nous défendons l'idée d'un « permis à louer » obligeant les propriétaires à respecter des normes sanitaires et écologiques s'ils souhaitent pouvoir louer leur bien.

Toujours dans ce but de mixité sociale, il faudra garantir par la loi que toute nouvelle construction contienne désormais 1/3 de logements sociaux, 1/3 de logements à loyers maîtrisés ou en accession à la propriété et 1/3 de logements au prix du marché.

Il est également nécessaire d'imposer dans tout programme de construction de logements sociaux, ou à loyer maîtrisés, des logements permettant d'accueillir tous les types de ménages et notamment les grandes familles afin d'en finir avec les familles nombreuses cloîtrées dans des logements trop petits. Mais il faudra aussi augmenter le nombre de studios dans le parc HLM et y permettre les colocations afin de le rendre plus accessible aux étudiants mais aussi de diversifier les types de populations dans un même ensemble de logements sociaux.

Enfin, parce que bien vivre dans son logement c'est aussi avoir prise sur les décisions qui le concerne, il est nécessaire d'attribuer 1/3 des voix dans les Conseil d'Administration des HLM aux locataires. Remettre la démocratie partout, c'est également instaurer un nouveau mode de désignation des membres des commissions d'attribution des logements par leur tirage au sort de la moitié d'entre eux parmi les citoyens.

L'autre grand enjeu des quartiers populaires est celui des transports. En effet, ces zones de relégation sociale sont bien souvent situés en bout de ligne de train de banlieue, de tram ou de bus, bien loin des activités et commerces du centre ville.

Il est nécessaire d'assurer une véritable intermodalité des transports en commun, ainsi que leur accessibilité matérielle et financière pour tous, via l'articulation des différents réseaux et la construction de gares intermodales et l'instauration des tarifs progressifs en fonction des revenus sur tout le territoire.

Il est donc nécessaire de continuer à développer les lignes déjà existantes tout en ayant pour objectif un maillage encore plus fin du territoire. Par ailleurs, il faudra, en ce qui concerne spécifiquement l'Île-de-France, allouer dès 2012 une enveloppe spécifique au STIF afin d'améliorer le plus rapidement possible le transport des franciliens et tout particulièrement les liaisons de banlieue à banlieue.

Le passage à la gratuité des transports collectifs urbains est également un impératif afin de réellement démocratiser leur utilisation. Cette gratuité nécessitera l'augmentation de la subvention de l'État pour le transport ainsi qu'une refonte globale des impôts locaux.

La sécurité est également un enjeu fort dans les quartiers populaires. Il s'agit aujourd'hui

de changer profondément la doctrine des policiers en passant d'une logique de projection à celle de présence permanente dans les territoires par le biais d'une « Police du Quotidien » avec des gradés sur le terrain. Cela s'accompagnera également de la mise en place de l'attestation de contrôle d'identité outil nécessaire pour restaurer les liens entre la police et ceux qu'elle contrôle et pour mieux lutter contre les discriminations là où elles existent.

Il faudra enfin lutter contre la désertification de ces quartiers par les commerces en développant des réserves foncières pour le commerce de proximité et revenir sur les fermetures d'antennes des Services Publics comme La Poste ou Pôle Emploi.

C'est ainsi, en refusant toute assimilation des quartiers populaires aux seules banlieues parisiennes, en appliquant des politiques de droit commun pour tous nos territoires, tout en prenant toute la mesure des enjeux spécifiques auxquels ces quartiers sont confrontés, que nous ferons République partout en France.

## Il est temps d'abattre les murs

Aujourd'hui, nous faisons le constat de l'apparition et la montée en puissance de nouveaux concepts : après l'altermondialisation, la démondialisation. Ce vocabulaire, désormais partagé par les deux extrêmes de notre spectre politique, semble trouver un écho de plus en plus grand auprès d'une part importante de la population.

Face au choc des civilisations, théorisé par les conservateurs, la gauche et le camp des progressistes doivent promouvoir un nouvel ordre international. Fortement interdépendants, les Etats doivent se dépasser pour inventer des mécanismes de régulation à la hauteur des espérances. La question sociale doit être hissée au même échelon que le capitalisme, c'est-à-dire à l'échelon international.

Plus que jamais, nous devons lutter par un réformisme ancré dans la radicalité et dans l'internationalisme. Réformiste, parce qu'il s'agit de transformer la société, de bâtir un nouveau compromis, de repenser le contrat social. Radical, parce qu'il faut s'attaquer à la racine des problèmes, et parce qu'il est impossible, dans un monde en mutation, une Europe en perte de repères et une France sans voie, de se contenter de rustines et de demi-mesures. Internationaliste, car ce sont les inégalités dans leur ensemble que nous voulons attaquer, et parce que nous pensons que seule une action véritablement internationale est en mesure de venir à bout d'inégalités induites par un monde globalisé.

Parce qu'aucun peuple n'a intérêt à se replier sur lui-même, il faut dès maintenant inventer les nouveaux cadres de coopération, basés sur la démocratie, le progrès et la liberté. Notre nouveau levier d'action ? L'Europe. Notre nouvelle échelle pertinente ? Le Monde. Dans un contexte où les enjeux sont inter-planétaires, l'horizon d'action des socialistes est désormais le Monde. Car combattre les inégalités avec force, courage et efficacité, c'est prendre en considération la complexité de notre planète. C'est parce que la jeunesse est multiple que les réponses doivent être multiples, c'est parce que les enjeux sont mondiaux que les réponses doivent être mondiales, c'est parce que les inégalités sont globales, les destins liés et les aspirations communes, que les réponses, les combats et toutes les luttes doivent dépasser nos frontières.

Il est nécessaire de rompre avec la manière nationale de réfléchir, de vivre, de penser la société et la politique, par conséquent de militer. Il nous faut accepter et travailler à la construction d'un Etat qui repose sur la reconnaissance d'un autrui culturellement différent. Nous devons saisir et comprendre ce que représente l'Européanisation pour donner une nouvelle force à nos institutions. Quand le monde connaît de tels bouleversements, que le rêve européen s'étiolle et semble chaque jour un peu plus menacé par les crises successives, nous ne pouvons rester impassibles.

La désillusion européenne, la perte de confiance en l'internationalisme et le repli sur soi sont des travers dans lesquels il est facile de tomber, car il est tentant, découragé par l'ampleur du combat à mener, de se résoudre à n'aider que ceux qui semblent le plus proche de nous.

Alors que des institutions fortes existent au niveau européen et international, l'espace

politique y est inexistant, la gauche ne s'en étant pas emparée. Au niveau européen, le PSE n'est encore qu'un conglomérat de partis nationaux qui ne disposent pas des attributs d'un vrai parti.

La question que nous devons alors nous poser est donc bien celle du périmètre pertinent qu'il convient d'adopter pour combattre les inégalités. Si notre but est bien de les combattre dans leur ensemble, de venir en aide aux plus démunis où qu'ils se trouvent, il est alors illusoire de penser que la gauche peut se contenter de proposer des solutions dont la portée est uniquement nationale. De la même manière que le réchauffement climatique n'a aucune chance d'être enrayé sans des règles communes s'appliquant à l'ensemble des Etats, les inégalités, dans un monde ouvert et interconnecté, ne peuvent être efficacement combattues que si des règles communes sont adoptées, que des coopérations renforcées sont recherchées, et que des convergences par le haut sont trouvées. Comment en effet, redistribuer efficacement les richesses si les entreprises et les citoyens les plus aisés quittent le territoire pour s'installer là où ils seront moins mis à contribution ? Comment continuer à produire et à vivre de son travail, si à l'autre bout du monde, des travailleurs sont exploités, permettant ainsi une concurrence déloyale au prix du progrès social et environnemental ? Comment continuer à supporter qu'en 2011, des personnes continuent chaque jour de mourir de faim parce que la finance, aujourd'hui mondialisée, n'est pas régulée et taxée ?

Partout en Europe, la situation est la même : les populations vieillissent, la démographie décline, les entreprises délocalisent et la dette des Etats est attaquée. Pourquoi ne pas alors considérer les retraites, la politique migratoire, l'exportation de l'emploi, la taxation des profits des entreprises et les emprunts obligataires comme des problèmes européens et internationaux qui devraient être définis et débattus de manière coopérative ? Cette approche pourrait bénéficier à tous les gouvernements qui se contentent actuellement de fausses solutions dans l'impasse de l'Etat-nation, et pourrait même à l'avenir être étendue à d'autres sujets, comme le nécessaire investissement dans la recherche et les énergies renouvelables, ou un enseignement supérieur et un système de formation véritablement européen, pour que chaque citoyen européen ait les mêmes chances sur un marché du travail commun. Nous devons à chaque échelon créer des dynamiques de coopération dans nos universités, dans nos usines, dans nos associations, dans nos partis. Créons des liens qui permettent de structurer un avenir commun.

Tant que nous, jeunes européens de gauche, ne nous donnerons pas les moyens de mettre en place une action commune, avec des revendications communes, aucun espoir ne sera permis. C'est à l'ensemble des partis politiques, organisations de jeunesse, associations et syndicats progressistes d'impulser la dynamique de l'europanisation, et par-là, de l'internationalisation. C'est seulement lorsque le PSE sera devenu un véritable parti politique, qu'Ecosy sera devenu le vrai mouvement des jeunes socialistes européens et que les syndicats de salariés et d'étudiants seront devenus transnationaux qu'une offre politique européenne alternative et des luttes sociales communes verront le jour. Alors, les peuples européens prendront conscience de leur destin commun et de la nécessité de s'unir pour être plus forts dans la diversité.

Les enjeux sont énormes et les objectifs que nous avons ne doivent pas manquer d'ambition, car ce manque serait dramatique. En plus de ne pouvoir engager la transformation sociale qui ne peut plus l'être qu'au niveau européen et international dans notre société mondialisée, c'est le rôle de la gauche de penser le Monde, de dire qu'un opprimé est un opprimé quelque soit sa nationalité, que les injustices n'ont ni couleur ni origine, et qu'elles doivent être combattues où qu'elles se trouvent. Face à une Europe en perte de repères, à une désincarnation du système politique européen, à l'abandon du combat pour l'universalité des luttes, il est de notre devoir, nous, jeunes socialistes de reconstruire le rêve européen, de construire les ponts entre les jeunesse pour se mettre en capacité de répondre aux nouveaux enjeux.

Habités des mêmes espérances et liés par une histoire commune, nous devons être à l'initiative de la création d'une génération militante en Europe mais aussi de part et d'autre de la Méditerranée, rassemblée pour une communauté de destin.

Or, c'est la grande faiblesse à la fois de notre famille politique mais aussi de notre organisation.

Alors que sur l'autre rive de la Méditerranée, nos frères se battaient pour la liberté, nous avons été incapables de bâtir les ponts de la lutte et du progrès. Focalisés sur notre vieux continent, nous n'avons pas su sentir le vent de liberté. Là où nous aurions dû être acteurs, nous nous sommes contentés d'admirer le spectacle d'une population éprise de liberté qui retrouvait foi en elle-même. Nous avons été incapables d'accompagner nos camarades en lutte, qui risquaient la mort. Les autorités françaises n'ont pris conscience que trop tard de l'ampleur des événements qui allaient balayer les uns après les autres ces dictatures en fin de règne, et se sont malheureusement trop souvent contentées d'appels au calme aussi frileux que lâches, quand elles n'ont pas tout simplement proposé d'offrir leurs services pour ramener l'ordre ! C'est pour ne plus avoir à revivre ces moments honteux que nous, jeunes européens de gauche, devons dès demain abattre les murs pour créer des ponts. Car comme en 1989 avec la chute des dictatures soviétiques des pays de l'Europe de l'Est, la gauche française, s'est contentée de regarder de loin ce souffle de liberté qui a parcouru les pays arabes du sud de la Méditerranée. Tout au plus, elle l'a accompagnée, du bout des lèvres.

A droite, les initiatives passées n'ont même pas le mérite d'exister. Du processus de Barcelone à la création par Nicolas Sarkozy de l'Union pour la Méditerranée, force est de constater l'échec de cette alliance entre le Nord et le Sud. Basée sur l'utilitarisme économique et appuyée sur des régimes dictatoriaux au lieu des peuples, cette initiative ne pouvait réussir et n'a duré que le temps d'une photo.

C'est pourquoi notre projet doit permettre à l'Euroméditerranée de devenir demain une communauté de destin économique, politique, sociale et humaine. L'Euroméditerranée se fera sur une alliance politique. La gauche européenne doit dès maintenant être au rendez-vous de ce moment historique et préparer une plate-forme de coopération avec nos camarades progressistes de l'autre rive. Démocratie, liberté, nouveau modèle de développement économique et écologique, aucun de ces enjeux ne doit échapper aux progressistes des deux rives.

Ne laissons pas cette chance historique aux marchés qui ne nous attendront pas. Les politiques doivent la saisir et agrandir l'espace de coopération européen à la rive sud de la Méditerranée.

Nous devons créer une communauté de destin avec toutes les jeunesses. Force du progrès, nous porterons une vision coopérative pour créer un nouvel espace d'intégration. L'avenir réside dans une alliance entre le Nord et Sud, d'une alliance des forces progressistes pour porter la question sociale au niveau international. La gauche européenne doit se saisir de la mondialisation pour porter la régulation internationale et la coopération. Alors plus jamais nous n'entendrons aucun de nos concitoyens se poser la question de l'abandon de la Grèce, ne pas se réjouir et même craindre les révolutions démocratiques de l'autre côté de la méditerranée et penser qu'on ne peut rien faire pour tous ceux qui subissent, chaque jour, les conséquences terribles d'une crise internationale.

Alors, la gauche pourra enfin être fière d'avoir réussi sa promesse d'émancipation pour tous et partout.

Portons l'avenir, la démocratie, l'Europe sociale, la coopération budgétaire et fiscale plutôt que la concurrence et la soumission.

Il est temps d'abattre les murs pour construire des ponts.

## Les solutions seront européennes

La situation dans laquelle se trouve aujourd'hui l'Europe est sans doute atypique et n'a sans doute pas de comparaison historique. Si le passé nous enseigne que l'Union Européenne a souvent avancé dans une « politique de petits pas », elle se trouve aujourd'hui plongée dans une grave crise de confiance, économique, politique, démocratique.

Ce contexte ne surgit pas de nulle part. S'il est, à l'évidence, aggravé par la crise économique que nous vivons depuis 2008, il trouve aussi des fondements plus anciens. L'Union Européenne est un objet politique non identifié tant il dépasse les schémas classiques de gouvernance. Tirillée entre un parlement peu reconnu mais démocratique, le poids individuel des Etats-nations, des instances supranationales inexistantes et une commission contestée, l'Union s'est effacée sur les grands enjeux mondiaux qui mériteraient pourtant qu'elle en devienne l'un des acteurs clefs. Confrontée à la crise économique, elle ne sait résister.

L'Europe que nous voulons n'est pas celle d'aujourd'hui

Dans cette période où l'hypocrisie des tenants du néolibéralisme hisse haut le drapeau de la régulation économique, ceux qui s'étaient fourvoyés dans le néolibéralisme sans limites jusqu'alors, l'Europe est assurément l'échelon pertinent pour lutter contre la pression irrationnelle des marchés financiers. Elle l'est pour faire changer les règles du jeu et faire concrétiser des propositions qui ne trouvent leur sens qu'à l'échelle du continent. C'est le cas avec la taxation des flux financiers, idée que les Jeunes Socialistes soutiennent avec force.

Mais dans un monde multipolaire, pour que la voix de l'Union soit entendue, son discours doit être clair.

Le modèle de coopération intergouvernementale, tel qu'il existe dans les faits, a montré toutes ses limites. L'addition des orientations, souvent différentes, voire contradictoires, de chaque Etat membre ne fait pas une politique européenne. A cet égard, l'actualité de ces derniers mois est impitoyable pour le couple Sarkozy-Merkel, gestionnaires à la petite semaine, sans vision aucune à long terme.

La piètre gestion du cas grec devrait appeler à plusieurs enseignements.

L'incapacité à s'entendre du couple franco-allemand, précipité les conséquences dramatiques pour le pays. Une action rapide et coordonnée de l'Union, dès les premières velléités des marchés il y a plus de 18 mois, aurait permis une solution efficace et proportionnée permettant d'instaurer la confiance. Au lieu de cela, la lenteur dans la prise des décisions, l'accumulation de plans d'aides dont le tout premier peine encore à être véritablement appliqué, ont ruiné le sentiment de solidarité communautaire, certains allant même jusqu'à évoquer une sortie de la Grèce de la monnaie unique.

De plus, comment justifier que l'effort demandé et consenti par les Grecs ne soit pas évalué à sa juste mesure, sans leur faire payer immodérément le prix d'une crise dont ils

ne sont pas responsables. Et que dire de l'attitude insultante du Président de la République Française et de la chancelière allemande envers le Premier ministre Papandréou, représentant à la table des négociations la population grecque ?

Dans les difficiles crises que le vieux continent européen aura eu à connaître, les grands Hommes auront été ceux qui ont su réunir les peuples européens malgré les obstacles. La petitesse des comportements de Sarkozy et Merkel ne pourra obtenir qu'une évaluation médiocre au regard de l'Histoire.

### Une Europe forte, une Europe fédérale

Pas de vision, pas de confiance dans le projet européen aujourd'hui : le constat est sans appel. Il faut changer de modèle. Il faut donner les moyens à l'Union Européenne d'agir.

La crise traversée par la zone euro a relancé la perspective d'une Europe fédérale. La dérégulation économique, de même que le diktat des marchés et des agences de notations nous poussent à envisager une nouvelle forme d'union politique, plus à même de protéger l'économie, l'emploi et les conditions de travail des européens.

L'Euro est aujourd'hui indubitablement un outil monétaire indispensable. Il participe bien sûr du sentiment de citoyenneté européenne entre toutes les populations. Plus important encore, il lie les économies des pays entre elles, favorise les échanges intracommunautaires, en supprimant les effets de fluctuation des monnaies. De ce fait, la monnaie unique est un élément stabilisateur du marché commun.

Néanmoins, la création d'une Union monétaire atteint rapidement ses limites sans Union économique. De ce point de vue, le pari n'est pas complètement réussi. Mettre fin à la carence de la politique budgétaire européenne est un impératif auquel il faut s'atteler.

Le fédéralisme budgétaire doit être notre horizon. Nous proposons de consacrer un budget propre à l'Union Européenne. Une part des impôts nationaux, aujourd'hui collectés par les États, doit devenir pleinement européenne. Ainsi, seule entité existante n'ayant aujourd'hui contracté aucun emprunt pourra participer à une gestion commune de la dette. La création d'un fond de soutien européen est une initiative à saluer mais qui n'est pas suffisante. Nous militons pour la création d'eurobonds qui permettra la mutualisation de la dette des pays de la zone euro, ainsi que la création d'un audit public européen sur la dette, et à ceux-là les plus fragiles de sortir de la contrainte des marchés financiers.

L'union monétaire ne fonctionnera qu'avec une union économique. En ce sens, une Europe forte ne se fera pas sans une harmonisation fiscale, sociale et un rapprochement des systèmes de normes. Il faut mettre en place des conditions de concurrence non faussées, qui ne permettent ni le dumping fiscal, ni toute forme de dumping social ou environnemental entre les pays de l'Union. De plus, il faudra réunir les partenaires européens pour s'accorder sur un système permettant d'atteindre des objectifs sociaux minimaux.

Enfin, nous affirmons la nécessité de donner plus de moyens à la banque européenne d'investissement. L'Europe, dans sa stratégie de Lisbonne, avait su affirmer son investissement dans les domaines d'avenir et porteurs de croissance. Malheureusement, par manque de volonté politique, on en est resté au stade des vœux pieux. La banque européenne d'investissement devra financer de grands projets de recherche à l'échelle communautaire et soutenir la réalisation de projets industriels.

C'est ainsi explicité, avec une Union Européenne plus transparente que les citoyens européens partageront le projet communautaire. Une Europe au fédéralisme affirmée en est la condition. Nous avons besoin d'une Europe politique, à la gouvernance corrigée. Le rôle du parlement européen doit être consacré. La réforme de l'élection de ses députés, simultanément dans tous les pays, devra s'imposer.

Ce schéma permettrait de résoudre le conflit entre conceptions française et britannique de l'Union, irréconciliables depuis le Traité de Rome. Il permet de développer communément l'approfondissement et l'élargissement, plutôt que de susciter leur paralysie en les opposant. Le bénéfice est donc double : une puissance politique d'une Europe intégrée et à vocation fédérale d'une part, une capacité de pacification et de développement économique d'autre part au cœur d'une Europe élargie.

L'Europe fédérale semble donc de nouveau à portée de main. Une Europe politique qui reposerait sur la partition de l'union, avec une Europe à vocation fédérale pour les Etats membres ayant fait le choix de la monnaie unique, et un second cercle de type confédéral pour regrouper les autres.

Il nous faudra également imaginer une nouvelle donne institutionnelle en imaginant une manière efficace et cohérente d'articuler les futures institutions fédérales de la zone euro et les institutions intergouvernementales de l'Union européenne.

Nous mettrons fin au monopole de l'initiative de la commission européenne. Nous réviserons les statuts de la BCE pour qu'ils prennent également en compte la croissance et l'emploi et que son Président rende des comptes devant le Parlement. Enfin, nous nous opposerons aux sanctions semi-automatiques et à la proportionnelle inversée.

## **Renforcer la coopération politique économique et monétaire européenne**

Renforcer les politiques communes pour investir dans l'avenir

Le futur gouvernement économique européen devra viser le développement harmonieux des Etats membres favorisant la convergence des niveaux de vie. Cet objectif appelle une coordination étroite des politiques économiques.

Il nous faudra coordonner nos politiques fiscales et sociales. En effet, les stratégies non coopératives en vigueur aujourd'hui contribuent à la diminution des salaires et des

recettes publiques ainsi qu'à l'accroissement des inégalités entre les Etats membres. Nous définirons des orientations communes dans certains domaines clés tels que les salaires ou l'impôt sur les sociétés. Nous ferons adopter une assiette commune sur l'impôt des sociétés avec un taux d'imposition minimal, en l'accordant avec une taxation des revenus du capital afin d'endiguer la concurrence économique entre les Etats et de garantir une fiscalité européenne plus juste.

Il est également possible d'envisager un marché unique de l'emploi européen afin de faciliter la mobilité des travailleurs tout en leur garantissant un bon niveau de protection sociale et de conditions de travail. Un accord entre Européens sur la nécessité d'un salaire minimum, qui serait défini selon chaque Etat en fonction du salaire moyen, serait un premier pas urgent. Cette unification commencera par la garantie de l'importation des droits sociaux les plus élevés et un soutien renforcé à l'apprentissage des langues.

#### Promouvoir des politiques européennes porteuses de croissance

L'urgence reste néanmoins de relancer une croissance européenne bien trop basse au regard de la croissance mondiale. Bien que l'assainissement budgétaire soit un objectif important, il n'est pas suffisant. Il nous faut promouvoir un nouveau modèle économique basé sur la recherche et l'innovation en investissant massivement dans les technologies d'avenir. Dans un contexte de stagnation constante du PIB européen, des politiques communes semblent aujourd'hui indispensables, en ciblant des secteurs clés porteurs de croissance tels qu'une politique industrielle commune, une communauté européenne de l'énergie ou encore un développement commun des infrastructures et des transports.

Socialistes, nous devons réfléchir à la meilleure manière de sortir l'Europe de la crise dans laquelle elle s'est endiguée en laissant les marchés dicter les règles du jeu. Nous n'acceptons pas que la politique soit reléguée au rang de faire-valoir. En imaginant une autre Europe, plus politique, plus sociale, plus unie, nous avons vocation à apporter des perspectives concrètes et réalisables à notre idéal européen. L'Europe fédérale ne doit pas rester un concept. Nous devons tout faire pour la mettre en place si nous accédons au pouvoir en 2012.

## Vers la société du temps libéré pour tous

Si la société portée par la droite est celle de l'individualisme, du travail symbole de la valeur d'un être humain, celle que nous portons est toute autre. Nous préférons à l'objectif d'augmentation de la production et du PIB, celui de développement, développement équilibré de l'ensemble des activités nécessaires au bien-être individuel et social. Nous plaçons l'humain au cœur de la société, en œuvrant pour son émancipation et son épanouissement, au sein d'une société du temps libéré. Nous voulons une société où tous ont les mêmes possibilités d'accès aux loisirs, à l'éducation, aux cultures et à la créations. Une société qui partage les richesses comme les pouvoirs pour en faire bénéficier l'ensemble de ses membres. Cette société émancipatrice que nous défendons passe par une réorganisation des temps de vie.

Refonder les temps de vie et de travail, maîtriser nos temps de vie

Temps familiaux, professionnels, conjugaux, loisirs et temps de l'éducation et de la culture, tous ces temps composent la vie des êtres humains dans nos sociétés et sont articulés autour de la valeur centrale du travail. Pourtant, le chômage augmente, le travail est devenu flexible, jetés par leur employeur du jour au lendemain, les travailleurs, ne se reconnaissent pas dans le travail que le capitalisme leur impose et qui veut en faire une norme sociale absolue.

### **Changer les normes du temps de travail pour tous**

La société d'aujourd'hui est composée de couples bitravailleur, de familles monoparentales chargées d'enfants, le plein-emploi salarié des années 1960 n'est plus adapté aux temps de vie contemporains. Quand demande de flexibilité entre travail, famille et loisirs pèsent encore aujourd'hui surtout sur les femmes, encore pivot de la vie familiale, nous voulons une société qui libère tous les individus, quelque soit leur sexe, et permet à chacun d'organiser au mieux ses temps de vie, en le partageant de manière plus égalitaire entre femmes et hommes.

Depuis le rapport Hervé en 2000, nous portons la prise en main par la puissance publique de l'aide à la conciliation des temps de vie. Temps des familles, temps des jeunes, temps des personnes âgées, temps des services publics, temps des déplacements...tous ces temps doivent être concertés pour permettre à chacun de pouvoir les agencer librement, et non plus les subir. Les enjeux sont triples, égalité entre les sexes, développement durable en repensant et limitant les temps de transport notamment, démocratie par la concertation des habitants que ces questions impliquent. Pour toutes ces raisons, nous prônons la création de "bureaux des temps" dans toutes les villes d'au moins 20 000 habitants pour que s'harmonisent les temps familiaux et professionnels avec les horaires des services publics.

### **Poursuivre la réduction du temps de travail : la semaine de 32h et de 4 jours**

Socialistes, nous portons la réduction du temps de travail et la mise en place des 32 heures de travail hebdomadaire et des 4 jours. Au travailler plus pour gagner plus, nous opposons le travailler moins pour travailler tous et travailler mieux. Cette réorganisation

du temps de travail permet de libérer du temps pour les citoyens et de considérer que la vie ne se construit pas uniquement par le travail. Nous voulons une société dans laquelle plein emploi et partage des richesses constituent les objectifs que le politique, l'Etat, peut atteindre pour l'ensemble de la population.

Si nous comprenons le travail comme vecteur de partage des richesses, il doit être accessible à tous. Face au chômage de masse, nous opposons le plein-emploi. 4 millions d'emplois sont possibles si nous nous en donnons les moyens. Mais le plein-emploi ne doit pas signifier travail précaire, temps partiels subis. Nous portons un plein-emploi de qualité, portant le temps de travail comme un temps choisi, faisant du CDI la norme, interdisant les sages hors-cursus qui ne sont que des emplois déguisés pour les jeunes diplômés. Nous mettons enfin en valeur les vertus émancipatrices des formes mutualistes et coopératives de travail. SCOP, mutuelles, coopératives d'habitat, AMAP, ces formes collectives d'organisation du travail constituent l'avenir du plein-emploi que nous portons pour l'émancipation de tous.

### **La retraite à 60 ans pour tous**

La société que nous voulons c'est aussi une société qui cesse de parler d'allongement de durée de la vie pour justifier une réforme des retraites mais qui affirme qu'après 40 ans de travail, tout être humain a le droit de profiter pleinement de sa retraite, qu'il y a une vie en dehors du travail. Nous réaffirmons notre volonté de revenir à un âge de départ en retraite à 60 ans pour plus de progrès et de justice sociale.

Une gestion libre des temps de vie : une 6<sup>ème</sup> semaine de congés payés  
Socialistes, nous avons porté les premiers congés payés, les vertus des loisirs, de la culture et de l'éducation populaire pour donner les moyens à chacun de s'émanciper et de s'épanouir. Jeunes Socialistes, nous portons la réduction du temps de travail, le passage à la semaine de 4 jours et une 6<sup>ème</sup> semaine de congé payés.

L'émancipation individuelle et collective reste notre moteur, c'est la raison de notre volonté de faire des temps de loisirs des temps accessibles à tous, quelque soit les revenus de nos parents. Jeunes Socialistes, nous portons le droit aux vacances et aux loisirs pour tous les jeunes.

Accès aux sports, à la culture, aux vacances, nous ne pouvons accepter que le temps libéré ne soit accessible qu'à une infime minorité. Temps de socialisation, d'ouverture sur l'autre, nous soutiendront l'accès aux sports pour tous les jeunes par le biais des collectivités locales en rendant leur accès aussi libre que celui aux bibliothèques municipales. Nous porterons l'ouverture des bibliothèques jusqu'à 22h, même sur les temps de vacances scolaires pour permettre à tous d'y accéder. Chèque vacances, tickets-sports, toutes ces aides à l'accès aux loisirs doivent être encouragées. Les structures sportives et culturelles publiques doivent être soutenues pour devenir le pivot de l'accès aux loisirs pour tous. Enfin, nous tiendrons le droit aux vacances pour tous comme une priorité, proposant une aide de 200€ par enfant de 12 à 17 ans pour financer des vacances, ou bien encore un chèque-vacances.

### **Un droit au temps libéré pour tous**

Les jeunes, qui n'ont de temps ni pour eux ni pour leurs études, obligés de travailler pour pouvoir obtenir un diplôme, ou ne pouvant reprendre leurs études après une sortie du système scolaire par manque de temps ou manque d'argent ont besoin du parcours d'autonomie. Ce parcours d'autonomie, c'est permettre aux jeunes d'avoir eux aussi, comme chaque citoyen le droit au temps libre, de pouvoir avoir des loisirs en dehors de leurs études ou encore de pouvoir s'investir dans une association ou un club sportif car nous considérons que le droit au loisir, à l'accès à la culture, est essentiel pour tous.

Jeunes Socialistes, nous réaffirmons la place centrale de l'éducation populaire. Celle-ci est mise en difficulté tous les jours par l'inaction coupable de l'Etat, privilégiant les structures tentaculaires qui mettent en place des colonies de vacances sans aucun projet pédagogique. Aucune aide n'est apportée aux petites structures qui permettent pourtant à des jeunes de s'émanciper à travers des projets dont ils sont les principaux acteurs. De consommateurs de loisirs, ils en deviennent créateurs. D'individus, ils deviennent citoyens.

La gauche doit aussi réinventer les temps libres, pour inverser la tendance à la consommation de loisirs et de la culture. Nous voulons une société du temps libéré, qui permette à tous de pouvoir avoir un égal accès aux cultures. Retrouvons la marche du progrès social, marchons vers la société des temps libérés, portons l'émancipation des citoyens en étendard.

#### De la Culture aux cultures accessibles à tous

La culture ne peut être cloisonnée au sein d'un ministère, qu'elle irrigue toute la société et participe de la construction d'une société du temps libérée. Lors de sa création de 1959, le ministère des affaires culturelles s'est vu attribuer comme mission principale de «rendre accessible au plus grand nombre les œuvres capitales de l'humanité et d'abord de la France», plaçant ainsi à priori la question du public au cœur de sa politique. En réalité, la démocratisation de la culture n'existe que dans les textes. Les inégalités d'accès à toutes les formes de culture demeurent particulièrement fortes aujourd'hui.

Graphs, street arts, musiques de rue, labels indépendants, la culture contemporaine est pourtant diverse et riche. La culture des ministères n'est pas la seule culture que nous vivons au quotidien, celle qui abonde dans nos vies, sur les murs de nos villes, dans nos casques, dans nos livres, à travers nos écrans. Il est aujourd'hui plus que temps que reconsidérer les politiques en matière de culture, qui laissent trop de citoyens de côté, discriminés par leur origine sociale ou culturelle. Nous devons faire en sorte que tous les femmes et hommes bénéficient du même accès aux cultures. Cela passe par une société du temps libéré, la réduction du temps de travail, l'accès de tous aux cultures, en prenant en compte les évolutions de la société.

#### **L'éducation au service de l'émancipation individuelle et collective**

Cette recherche d'élargissement et de diversification des publics doit passer par l'éducation culturelle et artistique, pour permettre une ouverture sur soi et sur le monde, en considérant toujours que la culture est une facette du vivre ensemble. L'éducation doit transmettre les références nécessaires à la compréhension des œuvres de la culture classique, mais également permettre à chacun d'appréhender les différentes facettes de

la culture en aidant chacun à ressentir et s'émouvoir devant une oeuvre, quelle qu'elle soit.

Cette conception de l'éducation ne peut se faire sans une révolution pédagogique. Remettre les élèves au coeur du système, de leur permettre de se sentir comme des acteurs de leur scolarité, par la mise en place de nouvelles façons d'apprendre, par la multiplication des initiatives d'ouverture à la société. Dès le plus jeune âge, il faut adapter les rythmes scolaires à l'enfant. Cette éducation émancipatrice doit permettre à chaque citoyen de se sentir acteur de la société dans laquelle il vit.

#### Soutenir la libre création

Nous défendons donc la liberté absolue de création car elle est essentielle à la démocratie. Il appartient aux publics de considérer le bien fondé d'une création. Nous portons des politiques actives de soutien aux créations culturelles, sans hiérarchie des arts, tout en continuant à soutenir l'élargissement et la diversification des publics.

La création se fait par de nombreux canaux, et notamment par le numérique. Internet met aujourd'hui à la portée de tous des quantités infinies de savoirs. Or, nous n'y avons pas tous le même accès. L'éducation populaire que nous portons doit permettre à chacun d'accéder de manière égale aux savoirs et aux connaissances numériques. Pour cela, nous ne pouvons accepter la pénalisation de l'accès à internet que le gouvernement instaure par le biais d'HADOPI notamment. Nous voulons ôter les œillères de la politique punitive et promouvoir l'accès d'internet pour tous par l'instauration d'une licence globale et la promotion des creative commons.

Durant des décennies, les libéraux n'ont eu de cesse de répéter que le temps libre sert avant tout à consommer. Les citoyens sont ainsi devenus des consommateurs de loisirs. Le modèle de société que nous défendons, la société du temps libéré permet à tous de vivre mieux, avec comme objectif l'émancipation de chacun qui passe notamment par un égal accès à la culture et une éducation qui se donne comme objectif la formation et l'épanouissement des citoyens en devenir.

## Pour la 6<sup>e</sup> République.

Il y a aujourd'hui une crise démocratique, une crise de légitimité du pouvoir politique, en France, en Europe et dans le monde. Cette crise provient d'une défaillance des gouvernements, une défaillance du pouvoir politique de manière générale, à reprendre le pas sur l'économie, à proposer un autre modèle de société pour régler la crise.

Cependant, nous considérons que l'affaiblissement du pouvoir politique en France ne provient pas uniquement d'un manque de vision de nos gouvernants, mais également d'institutions organisant la délégitimation du politique : gouvernance des lobbies économique en lieu et place du politique, pouvoirs centralisés entre les mains de quelques uns; absence de transparence ; collusions et conflits d'intérêts ; des citoyens qui se sentent exclus de la vie politique ; manque flagrant de représentativité de nos élites ; des mêmes hommes politiques concentrant tous les mandats en une seule carrière.

La Vème République ronge davantage chaque année notre démocratie et Nicolas Sarkozy a poussé ses maux au delà même de ce que nous pouvions imaginer. Il décide seul, avec ses conseillers, il n'écoute pas ses ministres, il renie sa majorité et méprise les Français. Pire encore, il organise l'impunité de son camp dans l'affaire Woerth-Bettencourt en confiant un rôle central au juge Courroye dont il est proche ; il fait surveiller par les services secrets français les quelques médias qu'il ne contrôle pas ; etc.

Le sarkozysme n'est que l'expression la plus aboutie, la plus caricaturale de la Vème République. Cette Vème République est l'expression démocratique d'un mal français historique : le cumul des mandats, la centralisation absolue des pouvoirs financiers, politiques, médiatiques dans les mains de quelques uns, et l'absence de contre-pouvoirs au pouvoir exécutif. En France, le gouvernement est responsable devant le Président, le Parlement est responsable devant le Président et le Président n'est responsable devant personne ! Irresponsable politiquement si ce n'est tous les 5 ans devant le peuple, le Président l'est également pénalement. Tout tourne autour d'un homme qui se croit surpuissant et omniscient, qui a reproduit un système de cour autour de lui, qui n'accepte pas la contrariété et qui ne peut donc pas gouverner efficacement et durablement. A n'être responsable devant personne, l'exécutif n'écoute personne, il s'enferme dans son microcosme et son autosatisfaction, il ne sent pas la colère monter et affecte ainsi tous les citoyens, de plus en plus rejeté par les Français.

Enfin, la Vème République favorise la personnification de la politique. C'est une réalité que nous pouvons changer en faisant en sorte que le chef de l'exécutif soit issu de la majorité parlementaire.

S'il ne s'agit pas de considérer que nous réglerons la crise mondiale actuelle en changeant nos institutions, nous pensons cependant que nous ne pourrons redonner de la légitimité et donc de la force à nos gouvernants qu'en changeant notre République. Le combat contre la Vème République est avant tout un combat pour la remise du citoyen au cœur de notre démocratie, pour la relégitimation des institutions politiques, c'est un combat pour le renforcement de la puissance publique. Mais c'est également l'exigence d'une nouvelle façon de faire de la politique, en prônant le non cumul des mandats, en

favorisant sans cesse le renouvellement de nos représentants, en luttant contre les conflits d'intérêts. C'est enfin une démocratie au plus près des citoyens, dans les institutions décentralisées, les médias, dans leurs entreprises, dans tous les lieux de pouvoirs. Nous plaçons donc pour un nouvel équilibre des pouvoirs (i), pour une République irréprochable (ii) et pour porter la démocratie au plus près des citoyens (iii).

### **Pour un nouvel équilibre des pouvoirs**

La VI<sup>e</sup> République donnera au Parlement la prééminence sur l'exécutif. Le gouvernement, sous l'autorité du Premier Ministre fixera et conduira la politique de la Nation et représentera la France au Conseil européen. Il sera mis fin à l'anachronique notion de "domaine réservé", les pouvoirs afférents étant transférés au gouvernement. Le Président de la République ne conservera qu'un rôle de garant du respect de la Constitution.

Le Président de la République ne sera plus élu au suffrage universel direct, cette élection le mettant de façon structurelle au centre de la vie politique, mais par les Assemblées réunies en Congrès, à la majorité des 3/5<sup>èmes</sup>. Il n'a plus de pouvoir propre, jouant un rôle pour déminer les crises politiques et assurer la continuité de l'État. Il reste garant du respect de la Constitution et doit avoir un rôle au dessus des partis. Pour cela, il est élu tous les 7 ans.

Afin de garantir une juste représentation de l'ensemble des sensibilités politiques, une part des députés de l'Assemblée nationale seront élus au scrutin de liste proportionnel, le reste élu au scrutin uninominal à deux tours.

### **Pour retrouver une République irréprochable.**

La dernière mandature a vu l'esprit de clans prendre une place démentielle dans la vie démocratique, abîmant encore un peu plus l'esprit public. Le président et son gouvernement ont servi leurs intérêts et ceux de leurs amis comme jamais, sans même s'en cacher. Les scandales se sont accumulés, rarement suivis de sanction.

En matière pénale, la suppression de la Cour de Justice de la République doit permettre de faire des dirigeants exécutifs des justiciables comme les autres. Un juge d'instruction doit pouvoir poursuivre un ministre. Dès lors qu'il fait la preuve que l'affaire ne peut attendre la fin du mandat, il doit pouvoir entendre le chef de l'État. Ce dernier devra rendre compte – une fois son mandat expiré – de tous les actes litigieux qu'il aurait pu commettre avant ou pendant son mandat.

Afin de prévenir la multiplication des conflits d'intérêts ou le gouvernement d'un clan, l'essentiel des nominations reviendra au Parlement, qui devra en décider à la majorité des trois cinquièmes. Les droits de l'opposition à constituer des commissions d'enquête seront renforcés. Nous n'ignorons pas les difficultés qui peuvent être celle de l'opposition à faire son travail de contrôle de l'action de la majorité dans les collectivités territoriales. Nous prendrons les dispositions nécessaires à l'accès des groupes d'opposition à

l'information et au contrôle, afin de garantir la bonne marche de la démocratie.

Dans le même but, le financement des partis politiques devra être strictement encadré et transparent, ne laissant pas place aux arrangements avec la loi électorale que l'on a pu constater avec la multiplication des micro-partis ou des « premiers cercles ».

Afin d'éviter les retours en grâce trop rapides de politiques condamnés pour atteinte aux biens publics dans l'exercice de leur mandat (abus de biens sociaux, détournements, délit d'initiés, etc.) nous plaiderons pour un alourdissement des peines privatives des droits civiques et d'inéligibilité.

Concernant la justice, les prérogatives des juges d'instructions seront renforcées et un Conseil Supérieur de la Justice (CSJ) sera créé afin de garantir l'indépendance de la justice et la carrière de ses magistrats. Le premier président de la Cour de cassation et le vice-président du Conseil d'État (le président en étant le Président de la République) y siègent d'office pour le présider, à côté des représentants de l'ensemble des professions judiciaires (avocats, magistrats mais également universitaires) pour un mandat de six ans. Les membres de la CSJ sont nommés à la majorité des 3/5èmes du Parlement, et renouvelés par tiers tous les deux ans.

D'autre part, nous devons donner à la justice les moyens humains et financiers d'accomplir ses missions de service public. Pour ce faire, nous devons sauver l'institution du juge d'instruction et revoir les pouvoirs du parquet pour garantir l'indépendance de la justice.

Par ailleurs, conscient que la liberté de la presse et l'indépendance de Justice constituent deux piliers fondamentaux de notre démocratie, nous veillerons à renforcer l'une et l'autre. Nous interdirons à des groupements économiques en affaires avec l'État de posséder des médias, et les lois réprimant l'entrave aux libertés de la presse seront durcies.

Enfin, afin de permettre un renouvellement de la classe politique nous voulons tout en combattant la constitution de baronnies locales, nous nous prononçons pour un mandat unique du député et contre le cumul de tous les mandats, dans le temps et dans l'espace. Le mandat unique sera la règle.

## **Pour une démocratie au plus près des citoyens.**

### **Un approfondissement de la décentralisation.**

La décentralisation est une chance pour la démocratie. D'abord parce qu'elle permet de rapprocher les lieux de décisions des citoyens. Elle permet également de mener des politiques aux échelles adaptées pour que ces politiques publiques soient le plus efficace possible.

La droite sarkozyste, qui a en horreur tout ce qu'elle ne contrôle pas, a voulu casser ce

mouvement en réduisant les marges de manœuvre financières des collectivités locales et en jetant la suspicion sur les élus. La réforme des collectivités locales qui en affaiblit les marges de manœuvre budgétaires et donc politiques est une atteinte à leur autonomie. C'est aussi une mise en danger de l'action publique dans notre pays où les collectivités territoriales représentent 75% de l'investissement public.

Cette réforme permettra l'autonomie fiscale des collectivités tout en renforçant la péréquation, de sorte qu'il y aura une solidarité contrainte entre territoires. Les compétences seront plus clairement réparties. Nous favoriserons enfin le regroupement des communes et donnerons plus de visibilité et de légitimité à l'intercommunalité.

### **La démocratie partout.**

La démocratie est malade de la méfiance qu'ont les citoyens vis-à-vis de leurs élus. Pour y remédier, nous proposons qu'à tous les niveaux, les citoyens soient beaucoup plus largement consultés directement, lorsque de grandes décisions doivent être prises notamment qui engagent la vie quotidienne des citoyens.

La démocratie participative cependant n'est pas un remède à la crise de la démocratie représentative. Nous sommes conscients que pour triompher de la confiscation du pouvoir par quelques uns, une véritable démocratie des égaux est nécessaire : celle où chacun dispose de conditions de vie et d'études suffisamment proches et élevées pour s'émanciper enfin et s'exprimer librement.

Soucieux de l'équilibre des pouvoirs, nous restons réticents à l'usage du référendum quand il s'agit pour l'exécutif de contourner le Parlement. Inversement, nous souhaitons développer le référendum d'initiative populaire : si 5% du corps électoral soutient une proposition de référendum, elle sera présentée au Parlement, où la majorité des trois cinquièmes sera requise pour qu'elle ne soit pas mise en œuvre.

Nous proposons une grande réforme du Conseil économique, social et environnement qui verrait son rôle renforcé par une élection de ses membres à l'occasion des élections prud'hommales pour les représentants des salariés et des employés, et de nouvelles élections pour les autres corps de métiers (artistiques et culturels notamment) et pour le milieu associatif. Il serait saisi impérativement avant tout projet ou proposition de loi et le Parlement devrait motiver son avis s'il en contredit les recommandations.

Nous préconisons enfin, dans l'entreprise, un partage des pouvoirs de décision. "Prendre la parole / Décider nous-mêmes" affirmait un ancien hymne socialiste. Plus que jamais d'actualité à l'heure du capitalisme financiarisé, la démocratie sociale devra être renforcée. Les salariés doivent être associés aux décisions stratégiques des entreprises, et les syndicats seront renforcés dans leur rôle de partenaires, de relais des besoins comme des attentes des salariés.

## **En Europe, face à l'échec total du système économique libéral et à la crise : la nécessité d'un nouveau modèle**

Frappée par une crise historique qui aggrave chaque jour les inégalités, l'Europe s'enferme dangereusement dans la spirale de la rigueur. Plans d'austérité en cascade dont la jeunesse et les salariés sont les premières victimes, destruction des systèmes de protection sociale et des services publics au nom de la dette, la crise économique et sociale est à présent politique et démocratique. Loin d'être imposée par une quelconque fatalité économique, cette situation résulte de choix politiques. L'application des dogmes libéraux a creusé la dette publique pour mieux justifier ensuite la réduction drastique de la dépense publique et la casse des services publics. Face à cette régression sociale et à l'explosion des inégalités, les responsabilités de la gauche sont aujourd'hui immenses pour permettre à l'Europe de sortir de cette crise sans précédent. Convaincus que la spirale infernale de la rigueur n'est pas inéluctable et de l'urgence d'une réappropriation démocratique, les socialistes ne lutteront efficacement contre la crise que par la relance de la croissance et la priorité donnée à l'emploi.

### L'échec d'un système

Cette crise résulte d'années de remise en cause de la puissance publique et des systèmes de protection sociale. Avec une distribution du revenu toujours plus favorable au capital qu'au travail et avec un système fiscal de plus en plus anti-redistributif, l'intérêt général et les droits des salariés n'ont cessé d'être subordonnés aux intérêts privés. Les grandes vagues de défiscalisation et de libéralisation ont asséché les finances publiques et diminué les recettes de l'Etat. Aux Etats-Unis, Reagan et Bush n'ont cessé de creuser les déficits, pendant que les spéculateurs proposaient des prêts toujours plus risqués aux travailleurs précaires accablés de dette.

En France, la dette est passée de 21% à 82% du PIB entre 1981 et 2011. 75% de la hausse s'est produite sous la droite ! Depuis 2002, 70 milliards de cadeaux fiscaux ont été accordés. Nicolas Sarkozy a accordé plus de 20 milliards de baisse d'impôts aux plus riches, 4,5 milliards d'exonérations de cotisations sociales. Cela a augmenté le déficit de la sécurité sociale et a favorisé la montée du chômage au lieu de relancer la croissance. Les inégalités de patrimoine ont augmenté : aujourd'hui 10% des plus riches détiennent 62% du capital. L'endettement des Français a explosé sous l'effet de la crise du pouvoir d'achat et de la faiblesse des salaires. En 2002, leur endettement représentait 54% du revenu disponible pour leurs dépenses. Il est aujourd'hui de 80%. Endettement public par carence des recettes et endettement privé par une politique de distribution des vers les plus riches, la crise financière s'est nourrie de l'injustice sociale.

### Des politiques inefficaces, injustes et inacceptables

Les responsables politiques ont épargné le capitalisme financier pour faire payer la crise aux peuples. D'un côté, on privatise les profits, de l'autre, on socialise les pertes. Lors du plan de sauvetage des banques, la recapitalisation opérée par l'Etat s'est faite sans la

moindre contrepartie. Sitôt entré au Conseil d'administration par sa prise de participation au capital, l'État s'est dépouillé de ses droits de vote. Aucune condition n'a non plus été posée quant au versement des dividendes ou au réinvestissement des bénéficiaires dans l'entreprise. En revanche, lors de la propagation de la crise à l'économie réelle, aucun plan de sauvetage de l'emploi n'a été mis en place. Les libéraux et conservateurs préfèrent protéger les plus aisés.

Le bouclier fiscal, tout juste remis en cause, ne l'a été que pour céder la place à une réforme de l'ISF tout aussi injuste. Au lieu d'augmenter les impôts des plus riches pour diminuer la dette et investir pour relancer la croissance, le gouvernement s'est privé de près de 2 milliards d'euros pour creuser la dette. Les plans de relance ont souvent été mal calibrés pour lutter contre la crise. Le pouvoir rapidement retrouvé par les marchés financiers a lui été assez fort pour plonger l'Europe dans la spirale de l'austérité.

L'intervention de l'État n'a pas été assez forte pour enrayer la crise. Il fait payer la crise aux peuples européens en rétablissant l'équilibre budgétaire au plus vite et en sacrifiant l'État providence pour rassurer les marchés. Refusant de faire payer les responsables de la crise par un encadrement des marchés financiers, une régulation des échanges et une répartition des richesses plus juste, l'Europe s'est lancée dans une course folle: spéculation effrénée sur la dette des États, dégradation de la note d'un pays, augmentation des taux d'intérêts, charges d'emprunts croissantes pour les États, dette de moins en moins soutenable, adoption d'un plan d'austérité, absence de relance de l'activité, faibles recettes, creusement de la dette, récession, envolée du déficit public...

Ces politiques ne sont pas seulement inefficaces, elles sont injustes et inacceptables. Incapables de prendre conscience de la gravité de cette crise démocratique, les libéraux continuent de détruire la puissance publique en matière économique. Dernière offensive: le constitutionnalisme économique et la fameuse « règle d'or » pour ôter toute marge de manœuvre politique face à la finance.

### Crise politique et démocratique

A la crise économique et sociale s'est alors ajoutée une crise politique et démocratique sans précédent en Europe. Premières victimes de la rigueur, les jeunes et les salariés payent la facture d'une crise dont ils ne sont pas responsables. Les mobilisations sociales historiques à travers l'Europe et l'impopularité record des gouvernements expriment chaque jour la volonté d'un changement profond de système. La responsabilité des socialistes est donc immense pour incarner ce changement radical, sortir de la crise et restaurer la justice sociale. La gauche n'a pas pour destin d'exercer une politique de rigueur une fois arrivée au pouvoir. Si notre génération a surtout connu la droite au pouvoir, elle a aussi tiré les leçons des erreurs de la gauche lorsqu'elle démissionne face à la pression des marchés. Les jeunes socialistes refusent d'accepter le fossé croissant entre les citoyens et le pouvoir politique. Convaincus que cette politique d'austérité est loin d'être inéluctable, la rigueur est une impasse. Sans croissance, dette et déficits ne se réduiront pas. Sans ressources nouvelles, les coupes aveugles dans les dépenses aggraveront la crise. La gauche ne gagnera en 2012 que si elle s'engage à redonner le pouvoir aux citoyens. Les français veulent se réapproprier leurs droits politiques et les richesses qu'ils produisent: des services publics de qualité, un véritable système de protection sociale et des salaires justes. Ce changement, les socialistes le portent dès à présent, le mettront en oeuvre au pouvoir dès 2012 pour mieux le porter ensuite en

Europe.

### Priorité à l'emploi, à la croissance et à la démocratie

Pour cela, nous reviendrons tout d'abord sur des milliards de cadeaux fiscaux à travers un impôt sur le revenu plus juste et plus progressif, la fin des revenus du capital moins taxés que ceux du travail, la suppression de la défiscalisation des heures supplémentaires, l'abaissement de l'impôt sur les sociétés des entreprises qui réinvestissent leurs bénéfices et l'augmentation sur celles qui privilégient les dividendes, la suppression des niches fiscales des grandes entreprises et la réduction de l'impôt sur la fortune. Mais on ne sortira pas de la crise en s'attaquant uniquement au déficit des finances publiques. C'est en agissant rapidement sur l'emploi et l'investissement que nous relancerons la croissance.

Une nouvelle politique industrielle et une politique tournée vers l'éducation, la recherche et l'innovation permettront de créer les richesses étouffées aujourd'hui par la rigueur. Afin de lutter contre la spéculation et d'ancrer la finance dans l'économie réelle, nous augmenterons le seuil réglementaire des fonds propres des banques, nous imposerons la séparation des banques de dépôt et des banques d'affaire avec un contrôle accru. Nous créerons aussi un pôle financier public et une banque publique d'investissement. Garant de la réappropriation de la démocratie par les citoyens, contre le pouvoir financier, nous organiserons une notation citoyenne des banques et un audit public de la dette afin notamment d'en assurer sa relocalisation en France.

### Faire l'Europe fédérale avec l'ensemble des socialistes européens

Cette politique nationale de sortie de crise et de relance de la croissance doit s'imposer aussi en Europe. Elle ne sera pleinement effective que si elle s'accompagne de la mise en oeuvre d'une véritable Europe fédérale en partenariat avec l'ensemble des socialistes européens. Une profonde révision des traités européens est nécessaire pour mettre fin à la domination de l'Union européenne par les marchés et revoir les objectifs de la Banque Centrale Européenne (BCE).

La lutte contre l'inflation ne peut être le seul objectif de cette institution tenue indépendante de tous les enjeux de l'économie réelle, notamment la dette et le chômage. Pour casser la spéculation qui s'abat sur de nombreux états européens, la BCE doit pouvoir intervenir en prêtant aux Etats-membres et en achetant directement de la dette publique de ces Etats. Afin de bâtir une stratégie de croissance coordonnée, il est indispensable de substituer au gouvernement des marchés et des agences de notation un véritable gouvernement de la zone Euro doté d'une capacité d'emprunt et de ressources fiscales propres à travers une taxe sur les transactions financières et la création d'euro-obligations permettant notamment aux Etats de ne plus avoir à s'endetter uniquement sur les marchés financiers.

La lutte contre la spéculation et les paradis fiscaux passe aussi par la création d'une agence de notation publique indépendante du pouvoir financier. Grâce à la révision du Pacte de stabilité et de croissance permettant de distinguer la bonne dette et la mauvaise dette, l'Europe pourra engager des investissements d'avenir porteurs dans la recherche et les énergies propres.

Face à la crise, à la spirale de l'austérité et à l'inquiétante montée de l'extrême-droite, les socialistes portent ainsi un projet volontariste de croissance pour tous en Europe et de réappropriation de la démocratie par les citoyens. Alors que les mouvements sociaux expriment les profondes attentes des peuples européens, nous porterons ce projet tout au long de la campagne, après les élections et en collaboration avec les socialistes européens, notamment avec le SPD après les élections législatives de 2013, déterminantes pour l'avenir de la gauche en Europe.

## **La Social-écologie : un nouvel âge du socialisme.**

Depuis 2008, nous vivons dans un contexte d'instabilité permanente dans lequel les crises semblent se télescoper : crise financière, crise de l'endettement, crises économique, politique, sociale, écologique, morale. Les pouvoirs publics assistent, les bras ballants, au naufrage de l'Europe et semblent renoncer à leurs prérogatives, s'en remettant systématiquement aux marchés devenus soudainement les dépositaires de la souveraineté. En réalité, il n'y a qu'une seule crise : celle d'un système financier mondialisé à bout de souffle, pris dans les filets de sa propre logique. En exacerbant les déséquilibres économiques et sociaux, il fragilise les équilibres environnementaux ; en exerçant une mainmise sur les décisions des États, il met en péril la souveraineté démocratique. Puisque la crise est globale, la réponse que la gauche doit y apporter le sera tout autant.

Nous considérons donc que c'est un nouvel âge du socialisme qu'il nous faut ainsi inventer. De tradition ouvrière et industrialiste, le socialisme a souvent confondu la production et le progrès. D'origine marxiste, le socialisme a longtemps oublié, dans sa vision de l'affrontement entre le capital et le travail, une donnée essentielle : la préservation de notre environnement. Nous considérons cette donnée comme centrale dans notre analyse et notre projet politique, tout comme la conquête de l'égalité, tout comme l'aspiration à la liberté.

Nous devons donc renouveler en profondeur notre grille de lecture du monde, en repensant notre conception du temps et du progrès. Il nous faut sortir de la dictature du court-terme et du toujours plus, en rénovant l'articulation entre social, économie et écologie. Le mythe de l'augmentation de la production matérielle comme préalable à la redistribution des richesses, et la prééminence des indicateurs tels le PIB, nous ont menés vers un hyper-productivisme qui épuise nos ressources sans permettre à chacun de s'épanouir.

La social-écologie est à la base d'un nouveau modèle de développement qui nous reste à construire, d'un nouveau paradigme qui permettra aux pouvoirs publics de retrouver la place qu'ils doivent occuper dans cette société nouvelle.

Pourtant, la question écologique, sous l'influence de la droite, s'est parfois dépolitisée, certains étant tentés d'en faire une série d'enjeux essentiellement techniques qui dépasseraient les clivages. Mais parce qu'il n'y a pas d'écologie sans prise de conscience individuelle et collective, sans mise en place de normes contraignantes, parce que l'écologie punitive de la droite, basée sur la culpabilisation des comportements individuels est sans avenir, parce qu'il n'y a pas d'ambition écologique sans impératif social, et enfin parce que ce sont les plus modestes qui sont les plus touchés par le risque écologique, seule la gauche peut porter ce projet de transformation. Il faut donc sortir la question écologique de l'isolement dans lequel on l'a cantonnée pour qu'elle devienne le moteur des mutations à venir. Elle doit être le préalable indispensable à la construction d'une nouvelle matrice de développement, et irriguer l'ensemble de nos propositions. Nos réponses ne peuvent être que techniques, voire

technocratiques. Elles ne doivent pas non plus se limiter à une série de comportements individuels vertueux, qui sont à l'écologie ce que la charité est au socialisme. Elles doivent être portées par une légitimité populaire qui viendra d'un nouvel âge de la démocratie où les citoyens, pleinement conscients des enjeux écologiques, prendront leur part dans la définition de cette nouvelle matrice.

Les réponses que nous porterons doivent toucher tous les échelons de la décision publique, depuis l'Europe jusqu'aux collectivités territoriales, dont la capacité d'innovation permettra de mettre en place ce projet de transformation, en passant par l'Etat, stratège de la politique économique et à la base d'un nécessaire renouveau démocratique.

La social-écologie : une réponse européenne.

La crise européenne est doublement révélatrice. Son défaut de gouvernance se traduit par une improvisation quotidienne des dirigeants et par une flagrante incapacité à répondre efficacement à la crise. Son éloignement des peuples renforce la dérive technocratique et la carence démocratique de l'Europe. Ce constat confirme le diagnostic que nous défendons depuis longtemps : il faut renforcer l'intégration européenne et mettre en place un modèle fédéral en allant vers une harmonisation sociale et fiscale.

Les réponses issues du modèle social-écologique sont à la mesure de ces enjeux et, en substituant au dogme libre-échangiste la notion de juste échange grâce à un Tarif Extérieur Commun, elles permettent de relancer la construction européenne sous un jour nouveau. L'Europe ne pourra trouver sa place dans la mondialisation et se reconstruire qu'en devenant un espace de protection de son marché domestique et de réindustrialisation de son économie.

En sortant d'un libre-échange naïf et destructeur d'emplois, l'Union européenne doit mettre en place des écluses douanières sur des critères écologiques et sociaux à l'échelle du continent. C'est ainsi que nous pourrions engager la mutation de l'appareil productif européen avec l'objectif de réduire la fracture énergétique mondiale tout en tendant vers une harmonisation des droits sociaux par le haut.

Il faudra aussi d'ambitieuses mesures fiscales à l'échelle de l'Europe : la mise en place d'une contribution climat énergie, socialement juste, avec plusieurs niveaux de taxation, est de nature à accompagner l'harmonisation qui doit s'opérer et à réduire considérablement nos émissions de gaz à effet de serre.

La grille de lecture social-écologique permet de relever le défi de l'intégration européenne, pour soutenir l'emploi et protéger les salariés, en faisant du juste échange la nouvelle norme d'un commerce mondial responsable et durable.

La social-écologie : pour un Etat stratège.

Si le modèle social-écologique va au-delà de l'Etat-nation, il implique néanmoins de rendre à celui-ci la place qui doit être la sienne : celle de stratège de la politique économique. En matière de recherche, de fiscalité et d'industrie, il fixe les grandes

orientations stratégiques pour accompagner l'émergence de ce nouveau modèle et pour remettre l'économie réelle au service d'une croissance sobre, pérenne et partagée.

L'enjeu de la mutation industrielle, créatrice d'emplois durables, respectueuse de la planète, est une priorité absolue. Dès lors, l'État a la responsabilité de développer l'emploi industriel qualifié et les filières éco-responsables en veillant à ce qu'une nouvelle gouvernance partagée soit mise en place dans les entreprises. Le modèle coopératif et l'économie sociale et solidaire, constitutifs d'un nouveau paradigme économique, doivent être soutenus avec force par l'État. En créant une banque publique d'investissement, il doit être en mesure de mener une politique industrielle ambitieuse et durable, en ciblant les secteurs les plus innovants.

Le levier fiscal doit soutenir cette stratégie de croissance. Par un système de bonus-malus contraignant, les entreprises engageront la nécessaire mutation industrielle. Une TVA Verte, qui module le prix des produits en fonction de leur impact écologique, y participera et permettra aux classes les plus modestes d'avoir accès à des biens issus de conditions de production écologiquement acceptables.

L'enjeu énergétique est au cœur de la transition écologique que notre pays doit engager pour sortir du nucléaire et de la dépendance au pétrole. Cette transition doit s'accélérer pour permettre d'accéder à un mix énergétique plus équilibré. La question de la précarité énergétique, qui a été l'objet de choix politiques désastreux au cours des dernières années, est cruciale sur le plan social et écologique. Il convient d'y répondre par une politique tarifaire juste et en menant une politique ambitieuse de rénovation du logement.

Cette transformation ne peut s'opérer qu'en faisant un effort considérable sur la recherche et l'innovation, qui porte les emplois de demain, respectueux de ressources, moteurs de développement et de progrès social.

La social-écologie : une conception de la démocratie.

L'enracinement de ce nouveau modèle de développement social-écologique doit être porté par un souffle démocratique et citoyen. La VI<sup>ème</sup> République est pour nous une priorité, car il n'y a pas d'épanouissement individuel et collectif sans institutions démocratiques.

La République que nous voulons doit intégrer des outils institutionnels nouveaux pour s'orienter vers une démocratie écologique. La participation citoyenne, qui permet d'accompagner une prise de conscience individuelle et collective des défis écologiques, est incontournable. Nous voulons que des forums citoyens réguliers, qui prendraient la forme d'instances de débat, d'information et de formation, mais aussi de participation active à la prise de décision publique, soient mis en place.

De nouveaux acteurs doivent être pris en compte par les pouvoirs publics. Les associations (notamment les ONGE) doivent devenir des partenaires sociaux à part entière pour être pleinement associés à l'élaboration des politiques publiques. Il s'agit de

comprendre que le temps politique, dépendant des échéances électorales, n'est pas soumis au même rythme que le temps écologique : le rôle de la prospective est ici essentiel. Il faut dès lors envisager de mettre en place un organisme de type académique chargé d'éclairer scientifiquement les autorités politiques en lien avec le Parlement.

Ces nouvelles procédures délibératives, plus démocratiques, plus ouvertes, permettront d'associer pleinement les citoyens et de réconcilier le temps écologique et politique.

La social-écologie : Des collectivités territoriales innovantes et renforcées.

Les collectivités locales sont des pièces maîtresses dans la mise en place de ce modèle social-écologique : rappelons qu'elles réalisent à elles seules les trois quarts de l'investissement public en France. Au plus près des territoires et des citoyens, nos collectivités, dont les marges de manœuvre sont toujours plus contraintes, font preuve au quotidien d'une capacité d'innovation qu'il faut soutenir par une réforme territoriale juste, qui garantisse leur autonomie. Un bouclier rural doit veiller à mettre en place un mécanisme effectif de péréquation pour garantir l'égalité territoriale des citoyens.

L'éco-conditionnalité dans l'attribution des aides publiques est d'ores et déjà une réalité dans de nombreuses collectivités de gauche. Il faut systématiser ce modèle qui permet de préserver l'environnement et d'accompagner un développement territorial cohérent.

Les collectivités, et notamment les Régions, sont essentielles dans le développement d'un maillage de PME innovantes et participent à la mutation de notre industrie. Il faut donc cibler les entreprises les plus innovantes, par des dispositifs d'accompagnement et d'avances remboursables, pour créer de l'emploi durable et non délocalisable. L'économie sociale et solidaire, qui porte en elle les germes d'une nouvelle forme de développement juste et durable, doit être soutenue.

Enfin, le droit à la mobilité est indissociable du modèle social-écologique puisqu'il est au carrefour de tous les enjeux : social, environnemental, économique et territorial. Une agence chargée de mutualiser l'ensemble des fonds publics et parapublics doit être instituée pour investir massivement dans le ferroutage, le réseau ferroviaire et dans les infrastructures de mobilité durable. Mais la question des transports relève essentiellement des collectivités : il convient de développer le réseau urbain de transports avec, en ligne de mire, la fin du zonage, qui est une sorte de double peine sociale. Il faut aussi privilégier les nouvelles formes de mobilité pour garantir le désenclavement des zones rurales. Parce que les difficultés sociales et l'isolement territorial vont souvent de pair, nous devons faire du droit à la mobilité une priorité.

\* \* \*

La social-écologie doit s'imposer comme le nouvel âge du socialisme, en mesure de faire émerger un nouveau logiciel politique et idéologique propre à la gauche, en développant une logique inédite qui commence là où s'arrête celle des marchés.

Cette nouvelle matrice de développement est fondée sur un syncrétisme cohérent qui fait

du progrès social et du renouveau démocratique une condition de l'écologie. Elle porte en son sein les réponses pertinentes aux enjeux du siècle qui s'ouvre en agissant à tous les échelons, en y associant les citoyens et en mettant des pouvoirs publics renouvelés au cœur de son dispositif. Telle est notre ambition pour la gauche, et notre espoir pour demain.

## L'égalité, pilier de nos combats

Dans une société qui génère toujours plus de divisions entre les citoyens, il est capital de replacer l'égalité comme la valeur centrale de notre projet de société et de lutter contre toutes les formes de discrimination. La Gauche doit se donner comme devoir prioritaire celui de rendre l'égalité effective et de redonner à chaque citoyen des droits et sa liberté de choix et d'existence. Derrière la valeur « égalité », c'est l'autonomie de chacun et l'émancipation de tous que nous tenons à la fois comme fin et moyen pour redistribuer les pouvoirs et atteindre une démocratie véritable.

Pilier de nos combats, l'égalité ne saurait se résumer à l'égalité des chances, car si nous supposons partir de la même ligne de départ, force est de constater que nous n'arrivons pas tous à l'arrivée.

Nous Jeunes Socialistes voulons repenser en profondeur ce modèle de société, qui se régénère crise après crise, en faisant toujours plus de victimes à chacune d'entre elles, écartant la plupart des citoyens des sphères de pouvoir et de décision.

Pour promouvoir l'égalité dans notre société, il nous faut tendre vers l'égalité des conditions de vie au sein de France. Car cette égalisation des conditions de vie prend en compte le fait que nous ne sommes pas égaux devant les défis sociaux-économiques et écologiques qui sont les nôtres et ceux des générations à venir. Nous voulons sortir de ce système qui ne mise que sur la quantité et la surabondance, qui fait rimer « progrès » et « rentabilité », sans prendre en compte les conditions sociales et environnementales dans lesquelles ces mêmes produits sont fabriqués.

Mais nous ne pouvons imaginer un autre système sans penser une autre répartition des richesses par la justice fiscale, condition de la justice sociale.

Nous pensons que c'est dès le plus jeune âge qu'il faut créer l'égalité des conditions de vie, qu'il faut partager les connaissances et les cultures, et pour cela, nous avons un outil formidable, l'Education. Celle qui permet de doter chaque enfant non seulement des savoirs dits fondamentaux (lire, écrire, compter), mais aussi et peut-être surtout d'autres savoirs et « savoir-être » tels que la formation de l'esprit critique et l'apprentissage du vivre-ensemble républicain.

C'est pourquoi nous voulons rendre l'école obligatoire dès 3 ans, permettre aux parents qui le souhaitent de pouvoir scolariser leur enfant dès 2 ans et créer un grand service public de la petite enfance. Et parce que c'est à tous les niveaux du système éducatif que le fossé entre les citoyens en devenir ne cesse de se creuser, nous défendons le parcours d'autonomie, grâce auquel le droit à une formation accessible à tous quels que soient son sexe, son âge, son adresse et le capital économique et culturel hérité de ses parents deviendra effectif. Nous demandons également une mutualisation des moyens entre Grandes Ecoles et Universités.

De plus, établir l'égalité salariale entre femmes et hommes devient une urgence pour

une société qui reconnaît les compétences de chacun(e).

Enfin, via la sécurité sociale professionnelle, nous ne heurterons plus à des parcours dits bouchés et repenserons la formation à l'échelle de la vie, afin que chacun puisse, d'où qu'il parte, évoluer dans la voie qu'il aura choisie.

L'égalité des conditions de vie vaut tout aussi bien pour l'égalité dans l'accès à des droits que dans notre considération en tant que citoyens. Aucune discrimination, qu'elle porte sur l'orientation sexuelle, la couleur de peau, l'apparence, le port d'un handicap physique ou mental, l'origine géographique ou encore le sexe n'est acceptable.

Le modèle de société que nous défendons met tous les amours à égalité. Pour nous, l'ouverture du mariage laïc et républicain et de l'adoption pour tous les couples est une disposition indispensable pour la reconnaissance pleine et entière du principe d'égalité entre les citoyens. Nous soutenons également le droit à la pension de réversion à tous les couples, qui permet à tous les couples mariés ou pacsés, de pouvoir faire bénéficier en cas de décès le compagnon, la compagne, le mari ou à la femme survivant(e) de pouvoir bénéficier d'une partie de sa retraite.

Au-delà de la nécessaire progression des droits des couples, nous voulons laisser à chacun la liberté de choisir sa sexualité et dénoncer tous les stéréotypes en lien avec l'orientation sexuelle, mais aussi d'une façon plus générale avec le genre. Les idées homophobes, transphobes comme sexistes constituent pas plus ni moins des propos discriminatoires, ils doivent donc être condamnés en tant que tels et les pouvoirs de la Halde restitués.

Un véritable programme d'éducation aux sexualités permettrait de mettre en application le droit à la contraception via la diffusion massive des Pass' Contraception notamment, et viserait à lutter contre la diffusion des stéréotypes liés à l'orientation sexuelle ou au genre. Il est nécessaire dès l'école primaire afin d'ouvrir les plus jeunes à la richesse et à la diversité des hommes et des femmes dans notre société. Cette éducation aux sexualités est déterminante pour faire diminuer les discriminations visant les personnes homosexuelles et transsexuelles.

La citoyenneté ne se décrète pas, elle s'apprend. Elle concerne pour nous tous ceux qui enrichissent la société française, par leur culture et leur travail. C'est pour cela que nous voulons que le droit de vote pour les étrangers soit enfin institué.

Nous demandons par ailleurs l'instauration de l'attestation de contrôle d'identité afin de garantir la liberté de circulation de tous les citoyens et de retrouver la confiance vis-à-vis de la police et de l'Etat de droit.

Enfin, nous voulons réaffirmer l'égalité devant la loi, par la défense d'une justice indépendante pour tous et rappeler l'existence de droits, même pour ceux que la justice a condamnés. Il faut repenser la prison avant tout comme un lieu de réinsertion et assurer des conditions de vie dignes aux détenus.

Atteindre l'égalité dans une communauté d'individus, c'est permettre également à chacun et chacune d'avoir accès aux mêmes droits que sont le droit à la mobilité, le droit aux loisirs et à la culture, le droit à l'information via des médias indépendants ou encore le droit aux soins et le droit au logement.

Garantir ces droits à tous, c'est permettre à chaque citoyen de trouver sa place dans notre société, c'est aussi le considérer en tant qu'acteur de la société et lui laisser y prendre sa place, c'est pourquoi nous voulons remettre de la démocratie dans chaque lieu de pouvoir.

Le droit à la santé, au logement et à un environnement sain, c'est le droit de pouvoir se nourrir à sa faim avec des produits de qualité, c'est encore le droit d'avoir un logement isolé avec une consommation d'énergie optimisée plutôt qu'un logement mal chauffé. C'est pouvoir disposer de son corps en renforçant l'accès à la contraception et le droit à l'avortement, via le développement des structures que sont les planning familiaux.

Et pour que l'on puisse tendre une société plus égalitaire, il faut que ces droits fondamentaux soient assurés de la même façon sur tout le territoire français, qu'il s'agisse de centres-villes, de zones péri-urbaines, de zones rurales ou de quartiers populaires. En métropole comme dans les départements d'Outre-Mer.

Et parce que nous pensons que confier l'accès à tous ces droits au secteur privé sans un contrôle fort de l'Etat est une erreur, nous voulons réarmer la puissance publique et réformer la fiscalité pour financer les grandes réformes nécessaires qui vont dans l'intérêt général.

Réarmer la puissance publique, c'est redonner aux collectivités territoriales leur implication et leur rôle dans les missions qui sont les leurs, avec les moyens que ces missions supposent. Parce que la Droite n'a fait que réduire les marges de manoeuvre de ces relais de l'action de l'Etat, comme le prouve la récente réforme des collectivités territoriales.

Rendre la fiscalité plus juste passe par l'augmentation de la progressivité et une plus forte redistribution de l'impôt des personnes comme des entreprises. C'est combattre également les inégalités de patrimoine tout autant que les inégalités de revenus en renforçant les droits de succession afin que chacun puisse se prévaloir du travail qu'il aura fait plutôt que des richesses dont il aura héritées.

La révolution fiscale, c'est aussi le principe de l'impôt individualisé : que l'on soit marié, PACSé ou en cohabitation, l'impôt ne doit pas dépendre du revenu de la personne avec qui l'on vit.

La transformation sociale que nous voulons porter en tant que Jeunes Socialistes doit tendre vers une société égalitaire et solidaire. Elle vise à instaurer des droits et des

devoirs identiques pour tout le peuple de France, dans toute leur diversité et la richesse qu'ils représentent pour la société française. C'est le fondement même de notre engagement, et la condition sine qua none de l'émancipation individuelle comme collective.